



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 a) de l'ordre du jour

Une mondialisation centrée sur le développement:

Vers une croissance et un développement équitables et durables

Table ronde 1 Renforcer un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement équitable et durable

Treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 22 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Les débats ont montré que la conjoncture qui s'annonçait pour l'économie mondiale au lendemain de la crise économique la plus grave depuis 1929 était que la récession allait se poursuivre dans les pays développés pendant plusieurs années. Le risque d'une nouvelle crise était important et les mesures appliquées ne permettaient pas d'apercevoir la sortie du tunnel. Les intervenants ont souligné l'importance de ce débat pour établir le bon diagnostic des causes de la crise. La crise mondiale a été créée par la déréglementation du secteur financier, et non par les politiques budgétaires; les déficits budgétaires ont été la conséquence, et non la cause de la crise. Cela a aussi été le cas pour bon nombre des crises survenues dans les pays en développement au cours des années 1980 et 1990. Partant d'un mauvais diagnostic, les politiques visant à régler la crise mondiale par des mesures de rééquilibrage budgétaires et d'assouplissement du marché du travail ont plutôt aggravé la situation en faisant baisser la demande mondiale et la demande intérieure.

2. Les intervenants ont aussi évoqué le bilan des politiques structurelles menées dans les pays en développement au cours des dernières décennies, bien souvent imposées par les institutions financières internationales et comportant la libéralisation des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux, les privatisations et la déréglementation financière. Ces politiques ont abouti à la désindustrialisation, à l'instabilité financière, à une croissance faible et à des créations d'emplois insuffisantes. Il a été relevé que, pour bien des pays africains, en dépit de la forte croissance du PIB enregistrée ces dernières années, la pauvreté n'avait pas sensiblement diminué. Ces pays accusaient aussi des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes. Bon nombre d'intervenants et de participants se sont inquiétés de ce processus de croissance sans développement. Les inégalités de revenus,

notamment entre hommes et femmes, ont été citées aussi comme l'un des problèmes majeurs de l'économie mondiale, qui était préjudiciable pour la croissance économique et la stabilité sociale.

3. Il a été souligné aussi que bon nombre de pays en développement, en particulier en Afrique, étaient fortement tributaires de leurs exportations de produits de base, dont les prix étaient très instables. Cela augmentait leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. En outre, les investissements étrangers directs (IED) dans les matières premières étaient souvent à forte proportion de capital. Pour se développer durablement, ces pays avaient besoin de politiques qui permettent de créer de la valeur ajoutée pour créer des emplois.

4. Les débats ont pointé des failles dans le fonctionnement du secteur financier, dans la mesure où les marchés financiers n'étaient pas autorégulateurs, étaient enclins à la spéculation et étaient un facteur d'instabilité et de désalignement des prix. Cela se répercutait sur des marchés d'importance décisive pour l'économie mondiale et pour les pays en développement en particulier, notamment les marchés de change et de matières premières (produits alimentaires et hydrocarbures au premier chef).

5. Au sujet de recommandations sur les politiques qu'il y aurait lieu d'appliquer, les intervenants et les participants ont souscrit à la nécessité d'un changement de modèle en faveur d'une mondialisation centrée sur le développement et d'une croissance équitable. Cela supposerait un changement de cap important dans les politiques macroéconomiques et dans les réformes du système monétaire et financier international. En particulier, il a été souscrit amplement à la nécessité d'améliorer la réglementation financière de façon à mettre le secteur financier au service de l'économie réelle. Il fallait à cet égard réglementer les flux de capitaux, les instruments financiers, la spéculation sur les produits de base, les fonds de couverture, les paradis fiscaux et les agences de notation, et exercer un contrôle sur les produits financiers. Les intervenants ont également souligné la nécessité d'une nouvelle architecture financière internationale comportant une représentation et un pouvoir de décision plus importants des pays en développement, une utilisation accrue des droits de tirages spéciaux et l'instauration d'une taxe sur les opérations financières.

6. De larges zones d'accord sont aussi apparues sur le rôle de l'État dans le développement économique. L'investissement public dans les infrastructures était fondamental pour étoffer les capacités productives et augmenter le taux d'investissement global. Dans la mesure où elles soutenaient la croissance économique, il était possible d'augmenter les dépenses publiques sans mettre en péril les équilibres budgétaires. Néanmoins, le manque de ressources financières pouvait constituer un obstacle dans de nombreux pays, même dans les pays riches en ressources naturelles, qui devaient augmenter leur fiscalité.

7. Il a été estimé que le rôle de l'État était aussi d'une importance vitale pour renforcer la demande intérieure par des politiques de revenu et d'emploi, notamment sur le salaire minimum, la négociation collective et les transferts sociaux. Des marchés intérieurs et régionaux forts pouvaient permettre un rééquilibrage des économies des pays en développement et réduire leur dépendance à l'égard des exportations, en particulier dans un contexte de ralentissement de la croissance dans les pays développés. Dans le cas particulier de la Chine, des craintes ont été exprimées sur le fait que si une libéralisation des flux de capitaux devait intervenir, il pourrait en résulter de l'instabilité financière.

8. Les politiques économiques anticycliques avaient permis à bon nombre de pays en développement d'amortir les chocs liés à la crise financière mondiale. L'accumulation antérieure de réserves de change avait assuré les marges d'action nécessaires. Il a aussi été observé, toutefois, qu'un certain nombre de pays en développement qui souffraient de problèmes de dette extérieure avaient plus de difficulté à gérer l'impact de la crise, et que l'aide publique au développement avait diminué l'année précédente.

9. Les intervenants ont souligné que les stratégies appliquées dans les pays développés pour gérer la crise n'obtenaient pas les résultats escomptés dans ces pays et avaient une incidence négative dans les pays en développement. Par exemple, sur le plan budgétaire, la tentative d'institutionnaliser l'austérité budgétaire avait des effets sociaux, économiques et environnementaux préjudiciables et provoquait un effet de récession dans le reste du monde. Sur le plan monétaire, l'assouplissement quantitatif n'avait pas relancé l'activité économique dans les pays développés, mais créait des bulles qui affectaient les pays en développement. Comme le montraient les exemples de redressement de pays en développement qui avaient surmonté des crises financières et économiques, l'intervention macroéconomique face aux crises devait comporter des politiques budgétaires et monétaires favorables et des politiques de soutien aux revenus.

10. L'intégration régionale a été citée comme un facteur important pour réduire la vulnérabilité extérieure et renforcer la croissance durable. De l'avis des participants, elle devait non seulement porter sur les secteurs financier et commercial, mais aussi sur l'intégration des infrastructures, en particulier les infrastructures de transport, pour que les accords régionaux produisent les résultats escomptés. En ce qui concerne les questions commerciales internationales, plusieurs intervenants ont souligné l'importance de conclure le Programme de Doha pour le développement par de vrais résultats en matière de développement, en particulier pour les pays les moins avancés. Les efforts de coopération internationaux devaient aussi porter sur l'économie verte pour relever le défi des changements climatiques.

11. Plusieurs intervenants et participants ont évoqué la nécessité de renforcer le rôle de recherche et d'analyse de la CNUCED sur les causes et les conséquences des crises financières, ainsi que sur les interventions publiques appropriées. De l'avis général, la CNUCED apportait un deuxième point de vue très appréciable à côté de celui d'autres organisations internationales sur les politiques de croissance et de développement et sur la réforme du système financier international.
